

# L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace

## L'EUROBAROMÈTRE FLASH 574

RAPPORT janvier 2026

## Eurobaromètre Flash 574

L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace: perceptions et attentes des citoyens européens

Enquête réalisée par Demoscopy à la demande de la Commission européenne, direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS)

Enquête coordonnée par la Commission européenne, direction générale de la communication (unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la DG COMM)

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne. Les interprétations et opinions qu'il contient sont uniquement celles des auteurs.

Intitulé du projet

Eurobaromètre Flash S74 — L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace: perceptions et attentes des citoyens européens

Rapport

FR

Numéro de catalogue

HV-OI-26-003-FR-N

ISBN

978-92-68-37330-9

DOI : 10.2889/8380193

© Union européenne, 2026

<https://europa.eu/eurobarometer>



*Eŭropo  
Demokratio  
Esperanto*

Document préparé par Pierre Dieumegard pour [Europe-Démocratie-Esperanto](#)

Le but de ce document "provisoire" est de permettre à un plus grand nombre de personnes dans l'Union européenne de prendre connaissance des documents produits par l'Union européenne (et financés par leurs impôts).

**S'il n'y a pas de traductions, les citoyens sont exclus du débat.**

Ce document «Eurobarometer» [n'existe pas en anglais](#), dans un fichier pdf. À partir du fichier initial, nous avons créé un fichier odt, préparé par le logiciel Libre Office, pour la traduction automatique vers d'autres langues. Les résultats sont désormais [disponibles dans toutes les langues officielles](#).

**Il est souhaitable que l'administration de l'UE prenne en charge la traduction des documents importants. Les «documents importants» ne sont pas seulement des lois et des règlements, mais aussi les informations importantes nécessaires pour prendre ensemble des décisions éclairées.**

Afin de discuter ensemble de notre avenir commun et de permettre des traductions fiables, la langue internationale de l'espéranto serait très utile en raison de sa simplicité, de sa régularité et de sa précision.

Contactez-nous :

[Kontakto \(europokune.eu\)](#)

<https://e-d-e.org/-Kontakti-EDE>

## Table des matières

Introduction.....	4
1. Principales constatations.....	6
2. Sécurité et défense européennes: perceptions et attentes.....	8
2.1. Perceptions d'une menace pour la sécurité d'un pays dans le contexte international actuel.....	8
2.2. Degré de confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense en Europe.....	11
2.3. Perceptions de l'investissement de l'UE dans la défense.....	15
3. Politique spatiale européenne: impact et priorités.....	18
3.1. Impact perçu des programmes spatiaux de l'UE sur l'économie et la vie quotidienne.....	18
3.2. Politique spatiale européenne: impact et priorités.....	21
Commentaires.....	22
4. Spécifications techniques.....	23
5. Questionnaire.....	25

## Introduction

L'Union européenne opère dans un environnement géopolitique complexe et en évolution rapide. Le travail de terrain pour cet Eurobaromètre Flash (FLS74) a été mené dans le contexte de développements internationaux importants, notamment les négociations en cours concernant la guerre en Ukraine, l'escalade des tensions au Moyen-Orient et une attention mondiale renouvelée aux événements politiques au Venezuela et au Groenland. L'enquête a été menée dans un contexte caractérisé par une incertitude internationale accrue et l'évolution de la dynamique de la sécurité au début de 2026.

Dans ce contexte, l'Eurobaromètre Flash S74 explore la perception qu'ont les citoyens de l'UE des menaces pour la sécurité, la confiance dans le rôle de l'Union en matière de défense, le soutien aux investissements dans le domaine de la défense et les points de vue sur les programmes spatiaux. Les conclusions améliorent la compréhension de l'opinion publique sur les questions centrales de la politique européenne de défense et de l'espace et fournissent des éléments probants à l'appui de l'élaboration des politiques au sein de la direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS). En analysant la relation entre les tendances géopolitiques actuelles et les attentes des citoyens, l'enquête contribue à orienter l'orientation future de l'UE dans les domaines de la défense et de l'espace.

Plus précisément, cette enquête vise à fournir des informations fondées sur des données probantes sur:

- Perception des menaces pour la sécurité par les citoyens de l'UE dans le contexte géopolitique actuel
- Niveaux de confiance dans l'Union européenne en tant qu'acteur de la défense collective
- Soutien public à l'augmentation des investissements de l'UE dans les capacités de défense
- Impact perçu des programmes spatiaux de l'UE
- Domaines prioritaires pour la future politique spatiale de l'UE tels qu'identifiés par les citoyens

Au nom de la direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (DG DEFIS) de la Commission européenne, Demoscopix a interrogé un échantillon représentatif de la population de citoyens de l'UE, résidant dans l'un des 27 États membres de l'Union européenne et âgés de 15 ans et plus.

Entre le 5 et le 12 janvier 2026, 27 292 entrevues ont été menées à l'aide d'un mode de collecte de données CAWI (Computer Assisted Web Interviewing). Les résultats ont été pondérés statistiquement de sorte que chaque État membre contribue à l'agrégat de l'UE-27

proportionnellement à sa part réelle dans la population totale de l'UE, ce qui signifie que les pays dont la population est plus faible ont un poids proportionnellement plus faible dans les résultats globaux de l'UE. Une note technique sur les méthodes appliquées pour mener l'enquête est disponible à la fin du présent rapport.

## Notes

- Les résultats des enquêtes sont soumis à des tolérances d'échantillonnage, ce qui signifie que toutes les différences apparentes entre les pays et les groupes socio-démographiques peuvent ne pas être statistiquement significatives.
- Les données de l'enquête sont pondérées en fonction de la répartition de la population dans chaque pays par sexe, groupe d'âge, niveau d'éducation et région de résidence, en utilisant la pondération post-stratification. Les 27 États membres de l'UE sont pondérés en fonction de la taille de la population de plus de 15 ans de chaque État membre de l'UE.
- ?? Les pourcentages peuvent ne pas atteindre 100 %, car ils sont arrondis au pourcentage le plus proche. En raison de l'arrondissement, il peut également arriver que les pourcentages pour les options de réponse séparées affichées dans les graphiques ne correspondent pas exactement aux totaux mentionnés dans le texte. Les pourcentages de réponse dépasseront 100 % si la question permettait aux répondants de sélectionner plusieurs réponses.
- Dans le présent rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle comme indiqué ci-dessous.

BE	Belgique	FR	France	NL	Pays-Bas
BG	Bulgarie	HR	Croatie	AT	Autriche
CZ	Tchéquie	IT	Italie	PL	Pologne
DK	Danemark	CY	République de Chypre *	PT	Portugal
DE	Allemagne	Lv	Lettonie	RO	Roumanie
EE	Estonie	LT	Lituanie	SI	Slovénie
IE	Irlande	LU	Luxembourg	SK	Slovaquie
EL	Grèce	HU	Hongrie	FI	Finlande
ES	Espagne	MT	Malte	SE	Suède

\* Chypre dans son ensemble est l'un des 27 États membres de l'UE. Pour des raisons pratiques, les entretiens ne sont menés que dans la partie du pays contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

## 1. Principales constatations

**Perception répandue des menaces pour la sécurité du pays du répondant dans toute l'Europe, mais traduction limitée en préoccupation personnelle.**

- La perception d'une menace pour la sécurité du pays du répondant est largement partagée dans toute l'Europe: plus des deux tiers des Européens (68 %) sont d'accord pour dire que la sécurité de leur pays est menacée dans le contexte international actuel, dont 27 % sont tout à fait d'accord. Cette perception s'étend à tous les États membres sans exception, avec des niveaux allant de 49 % en Slovénie à 80 % en France, et transcende les fractures démographiques, avec une variation minimale selon le sexe (65 % des hommes, 70 % des femmes) ou l'âge (66 % chez les 55 ans et plus à 71 % chez les 15-24 ans).
- La France (80 %), les Pays-Bas (77 %), le Danemark (77 %), Chypre (75 %) et l'Allemagne (75 %) enregistrent les niveaux les plus élevés de menaces perçues pour la sécurité de leur pays, tandis que la Slovénie (50 %), la Croatie (51 %) et la République tchèque (52 %) enregistrent les niveaux les plus faibles. Cependant, même dans les pays ayant les niveaux les plus bas, environ la moitié des répondants perçoivent toujours la sécurité de leur pays comme menacée.
- Dans le même temps, les Européens établissent une distinction claire entre les menaces qui pèsent sur leur pays et les menaces qui pèsent sur eux-mêmes. Lorsqu'on leur demande si leur propre sécurité personnelle est à risque, 42 % sont d'accord, tandis qu'une majorité (51 %) n'est pas d'accord. Cet écart de 26 points de pourcentage avec une menace pour la sécurité de leur pays suggère que les Européens considèrent les défis actuels en matière de sécurité principalement sous un angle géopolitique collectif plutôt que comme un danger immédiat pour leur vie quotidienne.

**La majorité des Européens expriment leur confiance dans le renforcement de la sécurité et de la défense**

- Une majorité d'Européens (52 %) expriment leur confiance dans la capacité de l'UE à renforcer la sécurité et la défense, dont 12 % qui lui font entièrement confiance et 40 % qui ont tendance à lui faire confiance. Cependant, 43% expriment leur méfiance (27% ont tendance à ne pas faire confiance, 16% ne font pas confiance du tout).

- La confiance est plus grande chez les jeunes Européens: 61 % des 15-24 ans font confiance à l'UE en matière de sécurité et de défense, contre 49 % des 55 ans et plus. Les différences entre les sexes sont limitées (54 % des hommes, 50 % des femmes).
- La confiance varie considérablement d'un État membre à l'autre, allant de 76 % au Luxembourg à 40 % en France et en Grèce. À l'exception de l'Espagne (64 %), les pays plus petits ou de taille moyenne ont tendance à exprimer une plus grande confiance. Les trois plus grands États membres de l'UE enregistrent tous des niveaux de confiance inférieurs à 50 %: Allemagne (47 %), Italie (47 %) et France (40 %).
- Les perceptions profondes à l'égard de son pays et la confiance dans l'UE ne sont pas systématiquement corrélées. La France combine la menace perçue la plus élevée (80 %) avec la confiance la plus faible (40 %), soit un écart de 40 points de pourcentage. En revanche, les États baltes affichent à la fois une forte perception de la menace et une grande confiance. Ces tendances suggèrent que la confiance dans l'action au niveau de l'UE dépend moins des menaces perçues que de la capacité existante de chaque État membre à réagir de manière autonome en matière de défense.

**Les points de vue sur les investissements de l'UE dans le domaine de la défense diffèrent, mais un tiers réclame une augmentation des dépenses.**

- Interrogés sur les niveaux d'investissement actuels, 32 % des Européens déclarent que l'UE n'investit pas suffisamment dans la sécurité, tandis que 14 % estiment qu'elle investit trop. L'avis qui prévaut est que les niveaux d'investissement actuels sont appropriés (42 %), également au vu des dernières initiatives de l'UE dans ce domaine. Les points de vue sur la défense et les dépenses nationales sont similaires: 34% disent que leur pays n'investit pas assez, 17% disent trop et 39% considèrent que les niveaux actuels sont appropriés.
- La demande d'investissements accrus de l'UE augmente avec l'âge, passant de 27 % chez les 15-24 ans à 35 % chez les 55 ans et plus. Ceux qui perçoivent la sécurité de leur pays comme menacée sont plus susceptibles de dire que l'UE sous-investit (38%) par rapport à ceux qui ne partagent pas ce point de vue (21%).
- Les perceptions nationales varient considérablement, de 23 % en Slovaquie et 24 % en Suède, en Tchéquie, au Luxembourg et en Autriche, affirmant que l'UE ne dépense pas suffisamment pour les programmes de défense et de sécurité, à 43 % en France, 38 % en Irlande et 37 % en Lituanie, en Pologne et en Finlande. En outre, dans tous les États membres, à l'exception de l'Autriche, ceux qui estiment que l'UE sous-investit sont plus nombreux que ceux qui considèrent les dépenses excessives, même dans les pays où la demande d'investissements accrus est la plus faible (en Autriche, 24 % disent «pas assez», 25 % «trop»).

**Dans ce contexte de préoccupations généralisées en matière de sécurité, la sécurité et la défense apparaissent clairement comme la priorité absolue des Européens pour la politique spatiale de l'UE.**

Dans le contexte de menaces largement perçues pour la sécurité de leur pays, les citoyens européens donnent la priorité aux applications en matière de sécurité et de défense lorsqu'ils sont interrogés sur la politique spatiale de l'UE: 34 % le mentionnent comme leur priorité absolue, avant l'action sur l'environnement et le changement climatique (20 %), la compétitivité industrielle et la croissance (13 %), ainsi que la mobilité et les transports plus sûrs (10 %). En combinant les deux réponses fournies par les répondants, 53 % citent la sécurité et la défense comme une priorité. Cette hiérarchie reflète les inquiétudes de sécurité plus larges capturées tout au long de l'enquête, où plus des deux tiers des Européens conviennent que la sécurité de leur pays est menacée dans le contexte international actuel.

**Les programmes spatiaux de l'UE sont reconnus pour leur incidence économique, mais les effets perçus sur la vie quotidienne restent limités.**

- 45% des Européens estiment que les programmes spatiaux de l'UE ont un impact important sur l'économie européenne (13% "très important", 32% "assez important"). 32 % estiment qu'ils ont un impact important sur la vie quotidienne des citoyens (9 % sont «très importants», 23 % sont «assez importants»), ce qui indique une déconnexion entre l'importance économique perçue et les avantages tangibles pour les utilisateurs.
- Les perceptions de l'incidence économique varient considérablement d'un État membre à l'autre, allant de 63 % à Chypre à 26 % en Suède. Les répondants plus jeunes (55 % chez les 15-24 ans), les hommes (49 % contre 42 % chez les femmes) et les citoyens ayant un emploi sont plus susceptibles de reconnaître son impact économique.

## 2. Sécurité et défense européennes: perceptions et attentes

### 2.1. Perceptions d'une menace pour la sécurité d'un pays dans le contexte international actuel.

*Dans le contexte international actuel, plus des deux tiers des Européens estiment que la sécurité de leur pays est menacée.*

La perception selon laquelle la sécurité de leur pays est menacée est largement partagée par les Européens. Plus des deux tiers (68%) sont d'accord pour dire que la sécurité de leur pays est menacée dans le contexte international actuel, dont plus d'un quart (27%) qui sont tout à fait d'accord. Ce niveau de préoccupation élevé reflète une prise de conscience collective des tensions géopolitiques qui affectent le continent européen. Cependant, les Européens établissent une distinction claire entre les menaces qui pèsent sur leur pays et les menaces qui pèsent sur eux-mêmes. Lorsqu'on leur demande si leur propre sécurité personnelle est menacée, les opinions sont plus partagées: seulement 42 % sont d'accord, tandis qu'une majorité (51 %) n'est pas d'accord. L'intensité de la préoccupation est également plus faible, avec seulement 12 % d'accord (moins de la moitié de la proportion observée pour la sécurité du pays du répondant avec 27 %). Cet écart de 26 points de pourcentage entre la menace nationale perçue (68 %) et le risque personnel perçu (42 %) suggère que les préoccupations en matière de sécurité demeurent plus collectives que personnelles.

Q1a Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?

Base : UE-27  
{%}

**La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée**



**Ma sécurité personnelle est en danger**



■ Tout à fait d'accord ■ Plutôt d'accord ■ Un peu en désaccord ■ Pas du tout d'accord ■ Je ne sais pas / Pas de réponse

## L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace: perceptions et attentes des citoyens européens

**Dans presque tous les pays de l'Union européenne, la majorité des citoyens estiment que la sécurité de leur pays est menacée.**

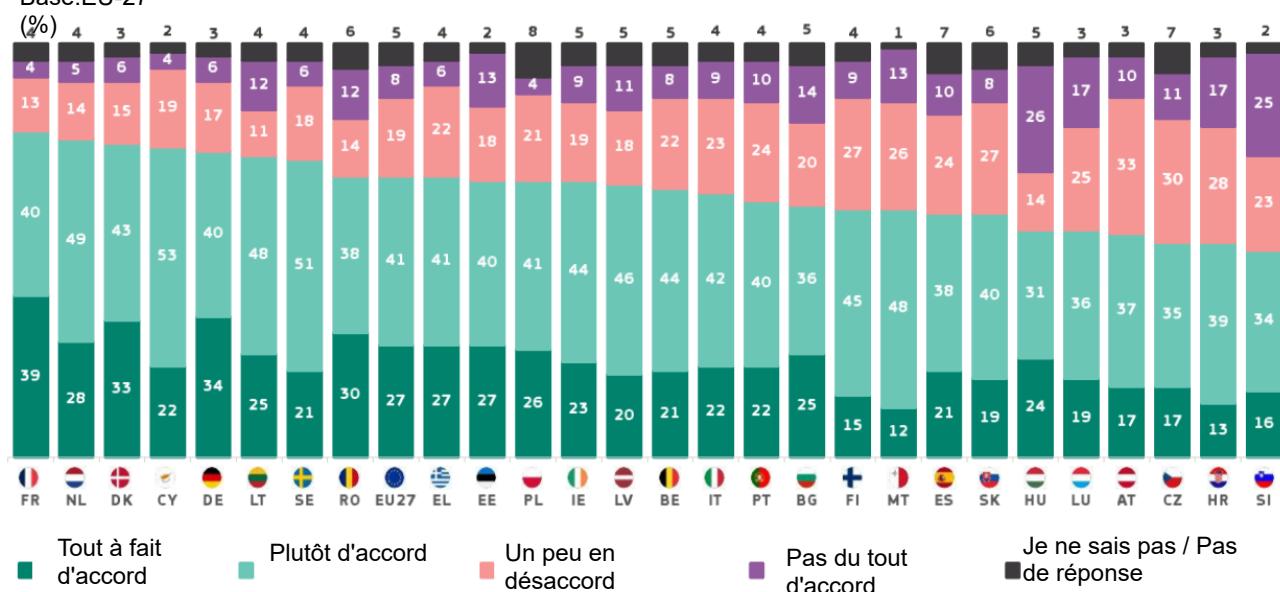
Cette perception s'étend à tous les États membres, sans exception. Dans la plupart des pays, plus des deux tiers des répondants considèrent que la sécurité de leur pays est menacée. Dans plusieurs cas, cette proportion atteint ou dépasse 75%. Notamment, dans de nombreux pays, un quart ou même un tiers de la population se dit "fortement d'accord" avec ce point de vue. Un tel niveau de préoccupation indique que le sentiment d'insécurité n'est pas superficiel mais profondément enraciné.

Bien que cette perception soit répandue dans toute l'Europe, son intensité varie considérablement d'un pays à l'autre. La France enregistre le niveau de préoccupation le plus élevé: 80% des personnes interrogées estiment que la sécurité du pays est menacée, dont 39% qui sont "fortement d'accord". L'Allemagne suit de près, avec 75% (dont 34% qui sont "fortement d'accord"). Il est à noter que ces deux pays, bien qu'ils ne soient pas en première ligne des tensions géopolitiques avec la Russie, affichent les plus hauts niveaux de préoccupation. Cela reflète probablement l'intensité des récents débats nationaux sur la souveraineté défensive et les dépenses militaires, qui ont été particulièrement importants au cours des dernières années.

Le Danemark se classe au troisième rang, avec 77 % des répondants exprimant des préoccupations, dont un tiers qui se disent tout à fait d'accord. Ce résultat pourrait s'expliquer par le contexte politique immédiat: l'enquête a été menée quelques jours seulement après les États-Unis. Le président a exprimé publiquement son désir que le Groenland, un territoire danois, passe sous contrôle américain. Parmi les autres pays très concernés figurent

Q1a Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes? **La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée**

Base:EU-27



les Pays-Bas (77 %), Chypre (75 %) et la Lituanie (73 %). Plus généralement, les Etats baltes, à savoir l'Estonie (67 %) et la Lettonie (66 %), présentent également une forte majorité de menaces pour la sécurité, ce qui est cohérent avec leur proximité géographique avec la Russie et leur expérience historique. En revanche, la Slovénie (49 %), la Croatie (51 %) et la République tchèque (52 %) enregistrent les niveaux de préoccupation les plus faibles. Cependant, même dans ces pays, environ la moitié des répondants considèrent toujours que la sécurité de leur pays est menacée, ce qui démontre que l'anxiété liée à la sécurité est répandue dans l'ensemble de l'Union européenne.

**Les perceptions de l'insécurité dans le pays sont répandues dans tous les âges et tous les sexes.**

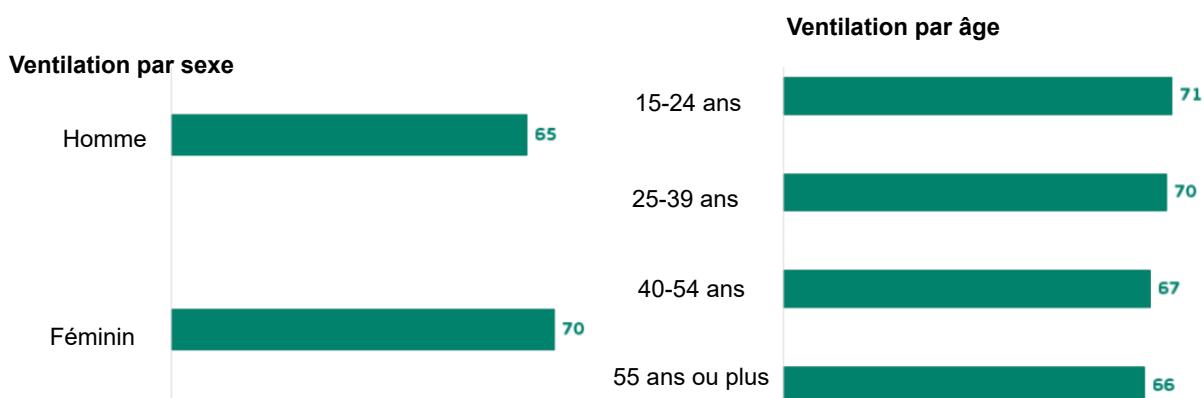
Si les enquêtes d'opinion révèlent souvent d'importantes fractures sociodémographiques, la perception des menaces pour la sécurité de leur pays est largement partagée par la population européenne. Le sentiment que son pays est menacé transcende les clivages habituels d'âge et de sexe. Dans tous les groupes d'âge, de solides majorités perçoivent la sécurité de leur pays comme menacée, avec des proportions allant de 66 % chez les 55 ans et plus à 71 % chez les 15-24 ans. L'écart de cinq points de pourcentage entre les groupes d'âge les plus jeunes et les plus âgés est remarquablement étroit, ce qui indique un large consensus qui traverse les générations. De même, l'écart entre les hommes et les femmes est faible: 65% des hommes et 70% des femmes sont d'accord pour dire que la sécurité de leur pays est menacée.

Q1a Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?

**La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée**

Base : UE-27 (%)

**Total «Approuvé»**



## 2.2. Degré de confiance dans l'UE pour renforcer la sécurité et la défense en Europe

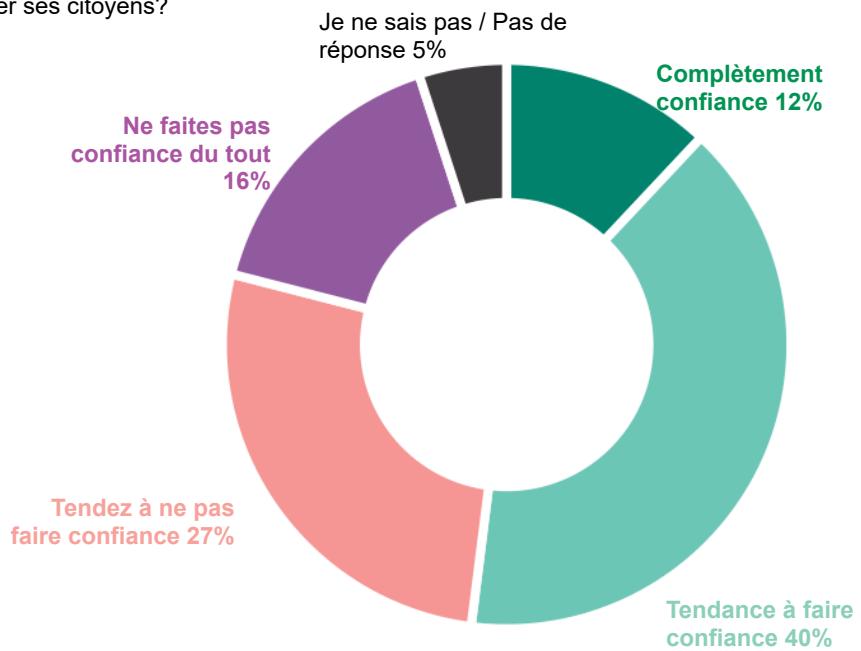
### ***Une majorité d'Européens font confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense.***

Une faible majorité d'Européens (52 %) expriment leur confiance dans la capacité de l'Union européenne à renforcer la sécurité et la défense, dont 12 % qui lui font entièrement confiance et 40 % qui ont tendance à lui faire confiance.

Ce niveau de confiance est particulièrement remarquable étant donné que la défense et la sécurité sont traditionnellement des domaines relevant de la souveraineté nationale. Toutefois, l'avis reste partagé: 43% expriment leur méfiance (27% ont tendance à ne pas faire confiance, 16% ne font pas confiance du tout), tandis que 5% sont incapables d'exprimer une opinion.

Q2 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?

Base : UE-27  
(%)

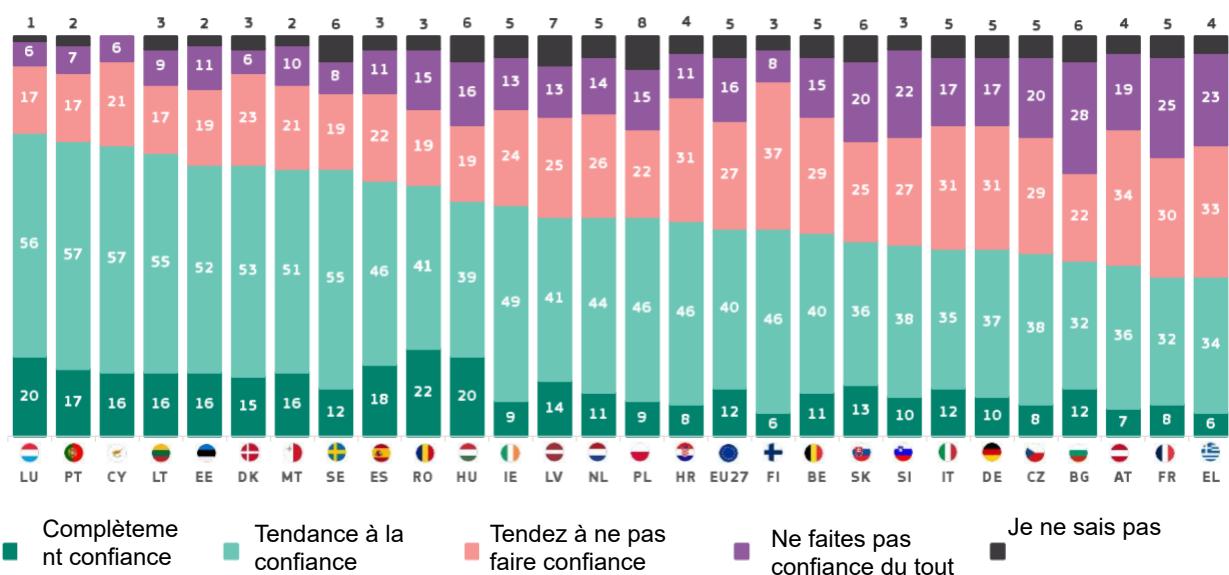


**Alors qu'une majorité dans la plupart des États membres fait confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense, les niveaux de confiance sont comparativement plus faibles dans les cinq plus grands pays de l'UE: Allemagne, France et Italie**

La confiance dans la capacité de l'UE à renforcer la sécurité et la défense varie considérablement d'un État membre à l'autre, allant de 76 % au Luxembourg à 40 % en France et en Grèce. À l'extrémité supérieure du spectre, c'est le Luxembourg (76 %), le Portugal (74 %), Chypre (73 %) et la Lituanie (71 %) qui affichent les niveaux de confiance les plus élevés, suivis du Danemark et de l'Estonie (68 % dans les deux cas), ainsi que de Malte et de la Suède (67 % dans les deux cas). En revanche, la France et la Grèce (40 % chacune), l'Autriche (43 %), la Bulgarie (44 %), la République tchèque (46 %), l'Italie (47 %) et l'Allemagne (47 %) enregistrent les niveaux de confiance les plus faibles. Une tendance notable se dégage de l'examen de ces résultats par taille de pays. À l'exception de l'Espagne (où la confiance atteint 64 %), c'est principalement dans les pays plus petits ou de taille moyenne que les populations expriment la plus grande confiance dans l'action de l'UE en matière de sécurité et de défense. Plus frappant encore, les trois plus grands États membres de l'Union européenne, en termes de population, enregistrent tous des niveaux de confiance inférieurs à 50 %: Allemagne (47 %), France (40 %) et Italie (47 %).

Q2 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?

Base.- UE-27 (%)

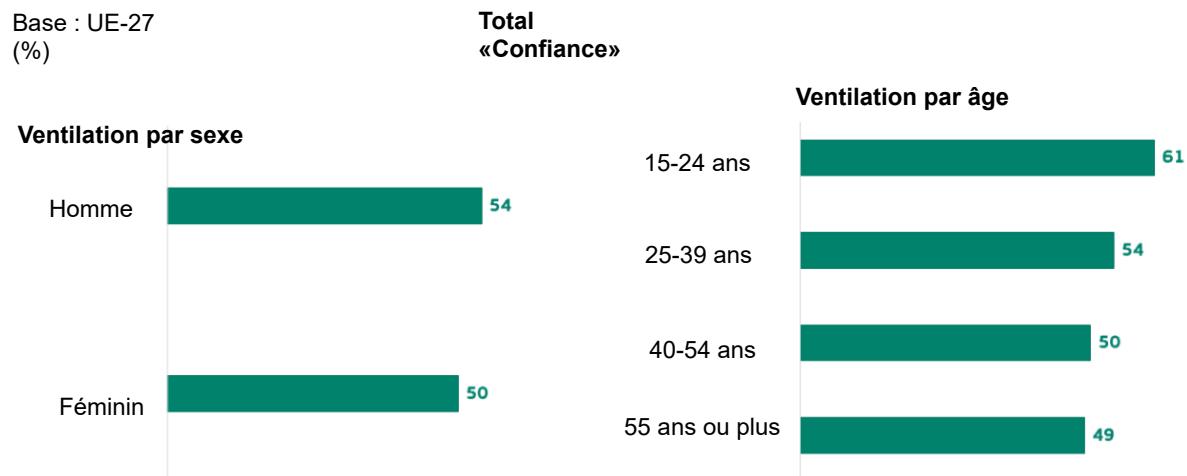


***La confiance dans l'UE en matière de sécurité et de défense est plus élevée chez les jeunes générations, avec des différences limitées entre les hommes et les femmes.***

La confiance dans la capacité de l'Union européenne à renforcer la sécurité et la défense varie relativement peu selon le sexe: 54% des hommes et 50% des femmes expriment leur confiance. Cette différence en quatre points suggère que les attitudes à l'égard de l'action de l'UE sont globalement cohérentes entre les sexes.

Les différences d'âge sont un peu plus visibles, bien qu'elles restent modérées. Parmi les 15-24 ans, 61% font confiance à l'UE sur ces questions. Cette proportion diminue progressivement avec l'âge: 54 % chez les 25-39 ans, 50 % chez les 40-54 ans et 49 % chez les 55 ans et plus.

Q2 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?

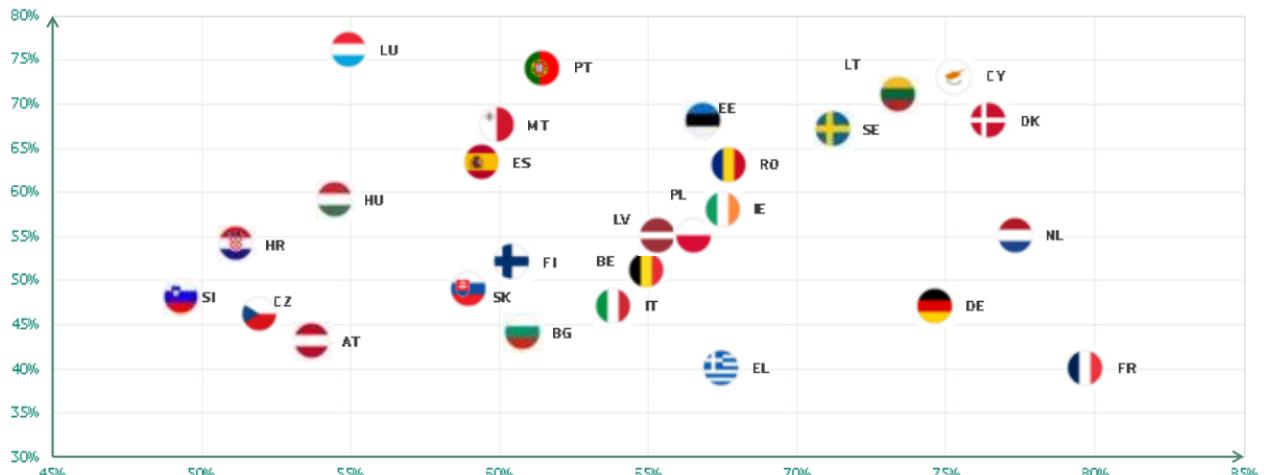


**Les perceptions des menaces nationales et la confiance dans l'UE ne vont pas toujours de pair entre les États membres.**

Lorsque nous examinons comment les États membres sont répartis selon deux dimensions (perception des menaces nationales et confiance dans la capacité de l'UE à relever les défis en matière de sécurité), quatre modèles distincts apparaissent. Certains pays associent une forte perception de la menace à une forte confiance dans l'UE. Les deux États baltes, l'Estonie et la Lituanie, en sont de parfaits exemples: les petits pays directement exposés en première ligne vis-à-vis de la Russie conservent néanmoins une grande confiance dans les réponses au niveau européen. Le Danemark et la Suède suivent un schéma similaire, tout comme la Roumanie, qui partage une longue frontière avec l'Ukraine. Dans ces cas, la proximité géographique des conflits semble renforcer plutôt qu'éroder la confiance dans l'action collective. À l'opposé, plusieurs pays d'Europe centrale et des Balkans ne font preuve ni d'une perception aiguë de la menace ni d'une confiance particulière dans l'UE. La Slovénie, la Croatie, la République tchèque et l'Autriche entrent dans cette catégorie, exprimant des niveaux relativement faibles pour les deux dimensions. Entre ces deux pôles, deux profils contrastés se distinguent. Le Luxembourg, le Portugal, Malte et l'Espagne expriment une forte confiance dans l'action de l'UE, bien qu'ils se sentent comparativement moins exposés aux risques immédiats pour la sécurité. Inversement, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France présentent le schéma inverse: perception élevée de la menace associée à une faible confiance dans la capacité de réaction de l'UE. Ce dernier groupe mérite une attention particulière. La France représente le cas le plus frappant: avec le niveau de menace perçu le plus élevé (79 %) et la confiance la plus faible dans l'UE (40 %), le pays affiche un écart de près de 40 points de

pourcentage entre l'anxiété en matière de sécurité et la confiance institutionnelle. Ces tendances suggèrent que la confiance dans l'UE en matière de sécurité semble moins déterminée par l'intensité des menaces perçues que par la capacité existante de chaque État membre à réagir de manière autonome en matière de défense, la confiance ayant tendance à être plus élevée lorsque les dispositifs de sécurité alternatifs au pays du répondant sont plus limités.

**Degré de confiance dans l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe**



**Degré d'accord avec l'affirmation selon laquelle la sécurité de la nation est menacée**

## 2.3. Perceptions de l'investissement de l'UE dans la défense

**Environ un tiers des Européens affirment que l'UE (32 %) ou leur propre pays (34 %) n'investissent pas suffisamment dans la défense et la sécurité. En revanche, seulement 14% et 17% respectivement pensent qu'il investit trop.**

Lorsqu'on leur demande d'évaluer les niveaux actuels d'investissement dans la défense et la sécurité, les Européens expriment des points de vue globalement similaires à l'égard des dépenses de l'UE et des dépenses nationales. Une minorité importante, environ un tiers, estime que les niveaux d'investissement sont insuffisants: 32% disent que l'UE n'investit pas assez, tandis que 34% disent la même chose de leur propre pays. Cette évaluation dépasse nettement la proportion de ceux qui estiment que les dépenses sont excessives, qui ne s'élève qu'à 14 % pour l'UE et à 17 % pour les budgets nationaux. Cependant, le point de vue de la pluralité dans les deux cas est que les niveaux d'investissement actuels sont appropriés. Quelque 42 % des Européens estiment que l'UE investit à peu près le bon montant dans la défense et la sécurité, tandis que 39 % partagent ce point de vue en ce qui concerne les dépenses de leur propre pays. Les 12 % restants (UE) et les 10 % restants (nationaux) ne se prononcent pas sur la question.

Q3 En ce qui concerne les niveaux actuels des dépenses publiques, comment évalueriez-vous le niveau des investissements réalisés par chacun des éléments suivants dans les programmes de défense et de sécurité?

Base : UE-27  
(%)

**L'Union européenne**



**(NOTRE PAYS)**



█ Il n'investit pas assez    █ Il investit sur le bon montant    █ Il investit trop    █ Je ne sais pas / Pas de réponse

## L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace: perceptions et attentes des citoyens européens

**Les perceptions nationales diffèrent considérablement, la France (43 %) et la Slovaquie (23 %) affirmant que l'UE n'investit pas suffisamment dans la défense.**

Les évaluations des investissements de l'UE dans le domaine de la défense varient considérablement d'un État membre à l'autre, la proportion d'États membres déclarant que l'UE n'investit pas suffisamment allant de 23 % en Slovaquie à 43 % en France.

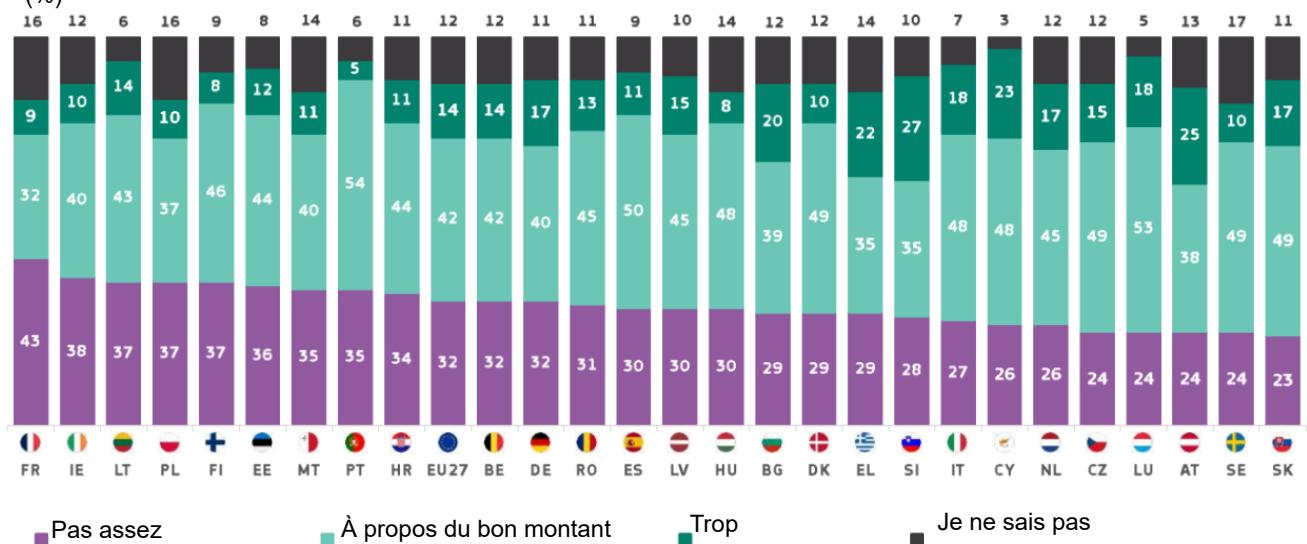
Toutefois, dans tous les États membres sans exception, ceux qui estiment que l'UE sous-investit sont systématiquement plus nombreux que ceux qui considèrent les dépenses excessives. Même dans les pays où la demande d'investissements accrus est la plus faible, comme la Slovaquie (23% "pas assez" contre 17% "trop") ou l'Autriche (24% contre 25%), le reste de l'opinion penche vers des dépenses insuffisantes plutôt que excessives.

Q3 En ce qui concerne les niveaux actuels des dépenses publiques, comment évalueriez-vous le niveau des investissements réalisés par chacun des éléments suivants dans les programmes de défense et de sécurité?

## L'Union européenne

Base : UE-27

(%)



Pas assez

À propos du bon montant

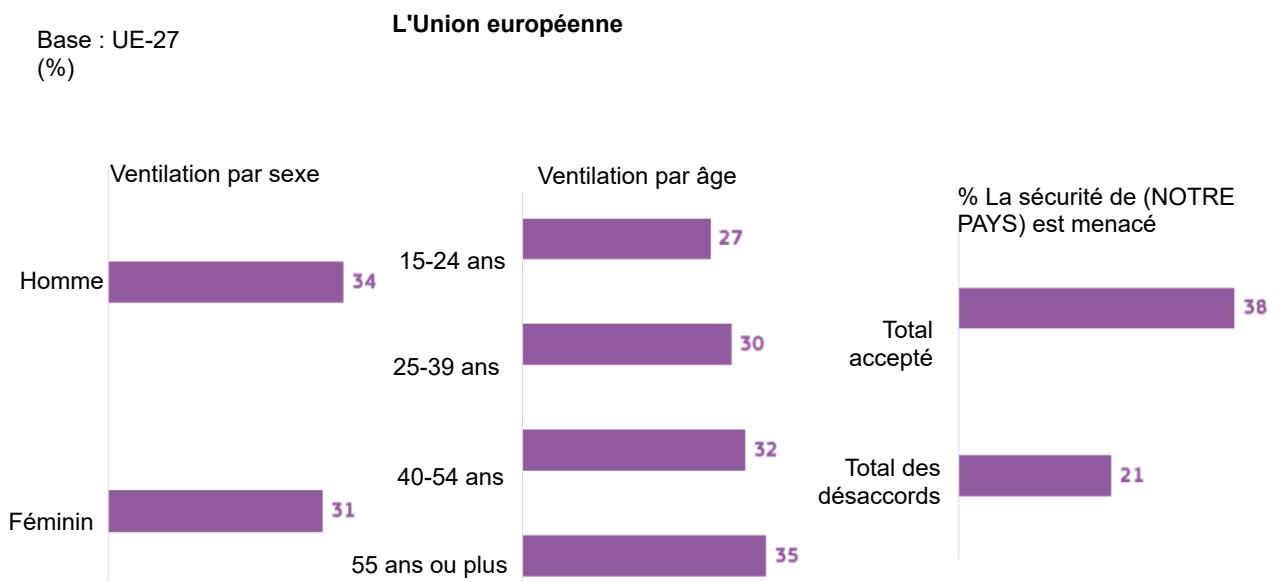
Trop

Je ne sais pas

**Ceux qui se sentent menacés et les répondants plus âgés sont plus susceptibles de dire que l'UE sous-investit dans la défense.**

Le point de vue selon lequel les dépenses de défense de l'UE sont insuffisantes montre une variation limitée selon le sexe, les hommes (34 %) et les femmes (31 %) exprimant des évaluations globalement similaires. Les différences d'âge sont plus notables: la demande d'investissements accrus augmente progressivement, passant de 27 % chez les 15-24 ans à 35 % chez les 55 ans et plus. Il s'agit d'un contraste intéressant avec les modèles de confiance, dans lesquels les jeunes Européens font preuve d'une plus grande confiance dans la capacité de défense de l'UE. Sans surprise, les perceptions de menaces pour la sécurité du pays du répondant influencent fortement les points de vue sur l'adéquation des investissements. Parmi ceux qui estiment que la sécurité de leur pays est menacée, 38% déclarent que l'UE n'investit pas suffisamment, contre seulement 21% parmi ceux qui ne partagent pas cette évaluation. Cette différence de 17 points de pourcentage reflète un lien logique entre la vulnérabilité perçue et le soutien au renforcement des dépenses de défense.

Q3 En ce qui concerne les niveaux actuels des dépenses publiques, comment évalueriez-vous le niveau des investissements réalisés par chacun des éléments suivants dans les programmes de défense et de sécurité?



## 3. Politique spatiale européenne: impact et priorités

### 3.1. Impact perçu des programmes spatiaux de l'UE sur l'économie et la vie quotidienne

***Dans l'ensemble, les Européens ont tendance à reconnaître l'impact des programmes spatiaux de l'UE plus fortement en termes économiques que dans leur expérience quotidienne.***

Interrogés sur l'impact des programmes spatiaux de l'UE tels que Galileo/EGNOS, Copernicus et IRIS 2, 45 % des répondants estiment que ces programmes ont un impact important sur l'économie européenne (13 % «un impact très important» et 32 % «un impact assez important»). En revanche, seuls 32 % considèrent qu'ils ont une incidence importante sur la vie quotidienne des citoyens de l'Union (9 % sont «très importants» et 23 % «assez importants»). L'enquête révèle une déconnexion: alors que de nombreuses personnes considèrent les programmes spatiaux de l'UE comme importants pour l'économie européenne et la situation mondiale, moins nombreuses sont celles qui identifient les effets tangibles sur la vie quotidienne et les avantages directs pour les utilisateurs.

Q4 Selon vous, quel impact les programmes spatiaux de l'Union européenne, tels que Galileo/EGNOS, Copernicus et IRIS2, ont-ils sur...?

#### L'économie européenne



#### La vie quotidienne des citoyens de l'UE



- Un impact très important
- Un impact assez limité
- Je n'ai pas entendu parler de ces programmes

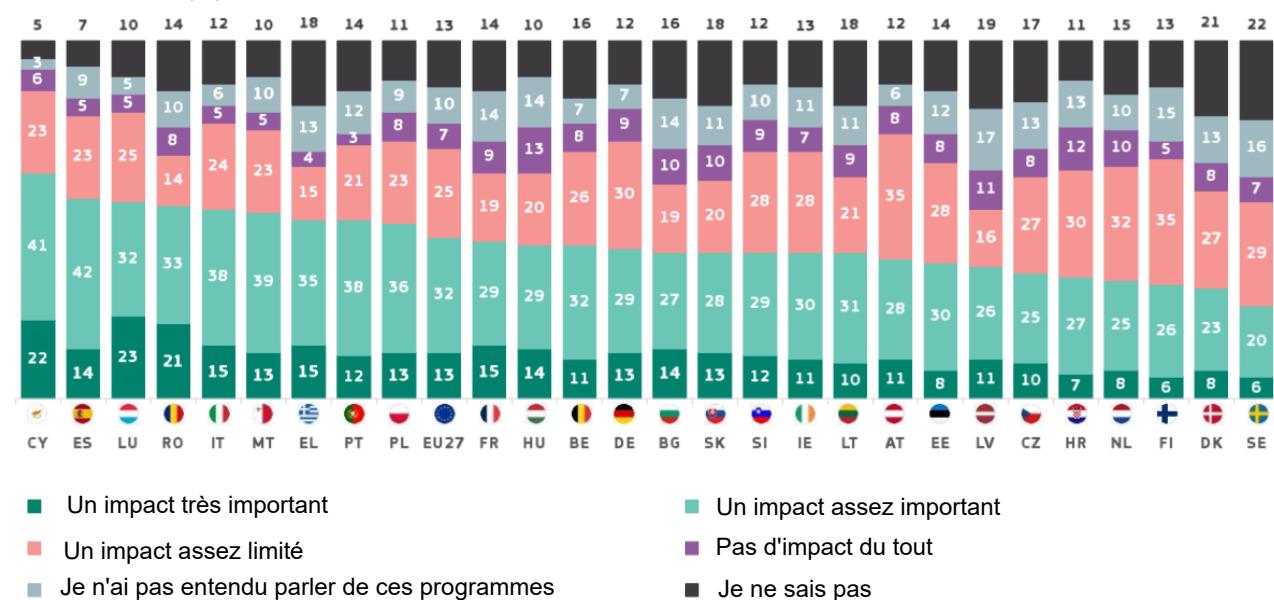
- Un impact assez important
- Pas d'impact du tout
- Je ne sais pas / Pas de réponse

**Cependant, ces points de vue varient fortement d'un pays à l'autre: Les perceptions de l'impact économique vont de 63% à Chypre à seulement 26% en Suède**

Cela montre que les avis sont loin d'être uniformes dans l'ensemble de l'UE. Le degré de visibilité et de pertinence des programmes spatiaux de l'UE peut dépendre du contexte national, notamment de la notoriété de ces programmes, de l'ampleur de leur discussion en public et du niveau de confiance des citoyens dans l'action de l'UE. En fait, il semble y avoir une corrélation entre la confiance dans l'UE en matière de défense et de sécurité et la perception que les programmes spatiaux de l'UE profitent à l'économie: à Chypre, 73 % déclarent faire confiance à l'UE pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et 63 % constatent une forte incidence économique des programmes spatiaux de l'UE, tandis qu'en Autriche, les chiffres sont plus faibles (43 % de confiance et 39 % de forte incidence économique).

**Q4 Selon vous, quel impact les programmes spatiaux de l'Union européenne, tels que Galileo/EGNOS, Copernicus et IRIS2, ont-ils sur...? L'économie européenne**

Base : UE-27 (%)



■ Un impact très important

■ Un impact assez limité

■ Je n'ai pas entendu parler de ces programmes

■ Un impact assez important

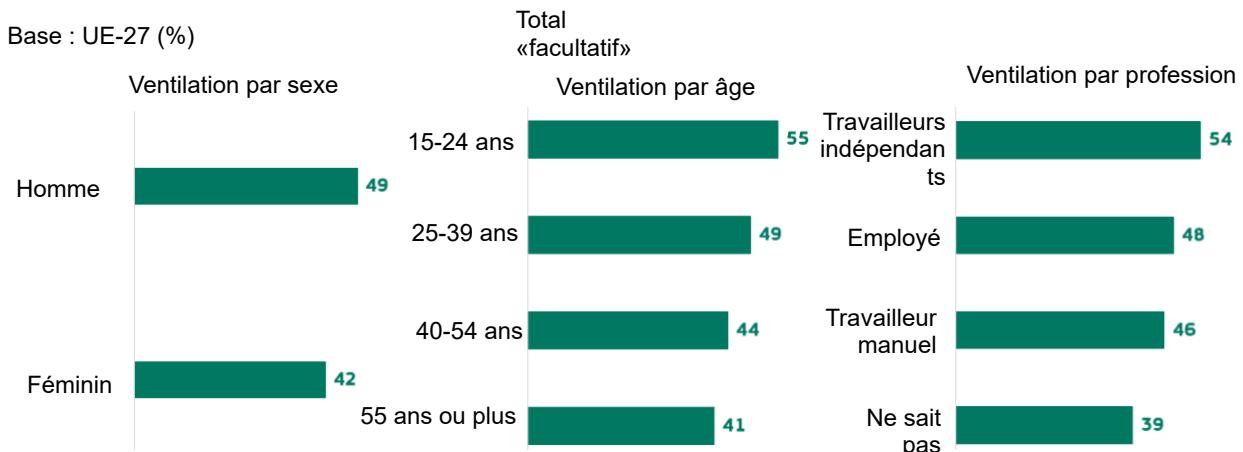
■ Pas d'impact du tout

■ Je ne sais pas

**Les jeunes répondants, les hommes et les citoyens salariés sont plus susceptibles de considérer les programmes spatiaux de l'UE comme ayant un impact économique**

Des différences sociodémographiques apparaissent également dans la reconnaissance de l'impact économique. Dans l'ensemble de l'UE-27, 55 % des 15-24 ans considèrent que l'incidence sur l'économie est importante, contre 41 % chez les 55 ans et plus. Les hommes sont également plus susceptibles que les femmes de déclarer un impact économique important (49 % contre 42 %). Par profession, la perception de l'impact économique est la plus élevée chez les travailleurs indépendants (54 %) et les salariés (48 %), et la plus faible chez les travailleurs manuels (46 %) et ceux qui ne travaillent pas (39 %).

Q4 Selon vous, quel impact les programmes spatiaux de l'Union européenne, tels que Galileo/EGNOS, Copernicus et IRIS2, ont-ils sur...? **L'économie européenne**



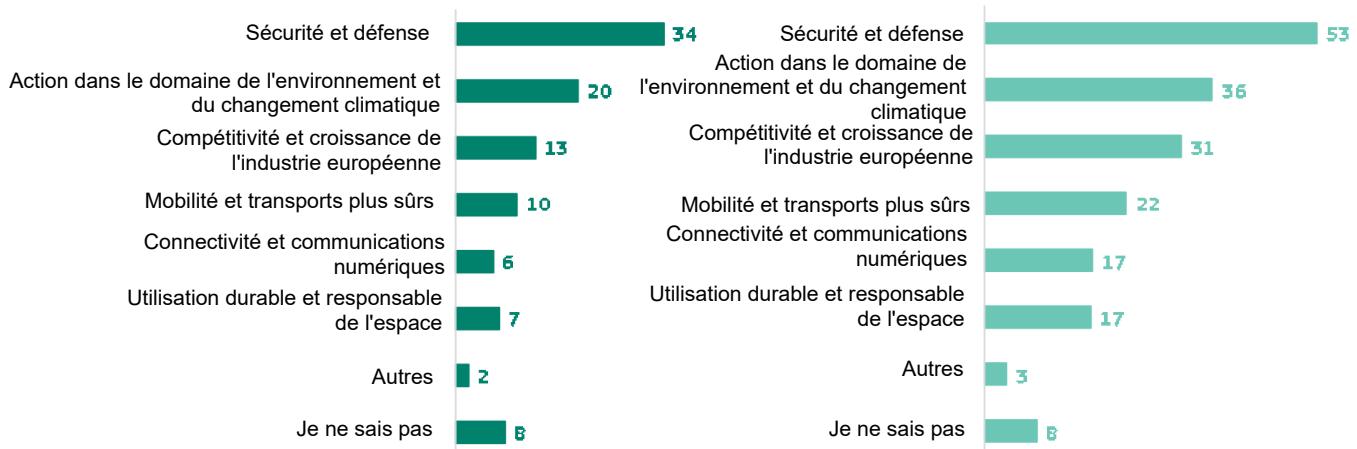
### 3.2. Politique spatiale européenne: impact et priorités

*Lorsqu'il est demandé aux Européens de regarder vers l'avenir et d'identifier ce qui devrait être prioritaire dans la politique et les programmes spatiaux de l'UE, la sécurité et la défense apparaissent clairement comme le principal domaine.*

La sécurité et la défense passent clairement en premier: 34 % des répondants le mentionnent comme leur priorité absolue («premièrement»), devant l'environnement et l'action pour le climat (20 %), la compétitivité industrielle et la croissance (13 %), ainsi que la mobilité et les transports plus sûrs (10 %). Cette hiérarchie devient encore plus prononcée lorsque l'on considère la mesure cumulative («Total»), qui combine les deux réponses fournies par les répondants: 53 % citent la sécurité et la défense comme une priorité, contre 36 % pour l'environnement et le changement climatique et 31 % pour la compétitivité et la croissance industrielle. Les résultats positionnent donc la sécurité et la défense non seulement comme la priorité la plus fréquemment mentionnée, mais aussi comme la priorité la plus largement partagée dans l'ensemble. Cette forte concentration sur la sécurité et la défense semble donc étroitement liée au sentiment plus large d'insécurité qui ressort de cet Eurobaromètre Flash, dans lequel une grande majorité d'Européens expriment des inquiétudes quant à la sécurité de leur pays et plus des deux tiers conviennent que la sécurité de leur pays est menacée.

Q5 En ce qui concerne l'avenir, lequel des domaines suivants devrait constituer une priorité pour la politique et les programmes spatiaux de l'Union européenne? Tout d'abord? Et puis?

Base - UE-27 (%)



## Commentaires

(Pierre Dieumegard)

T ici est un graphique XY, contrairement à la plupart des rapports Eurobaromètre. C'est bien, parce que vous pouvez voir la diversité des opinions parmi les citoyens de l'Union européenne.

## 4. Spécifications techniques

Entre le 5 et le 12 janvier 2026, Demoscop a réalisé l'Eurobaromètre Flash 574 à la demande de la Commission européenne, par l'intermédiaire de la direction générale de l'industrie de la défense et de l'espace (06 DEFIS). Il s'agit d'une enquête grand public coordonnée par l'unité «Opinion publique et engagement des citoyens» de la direction générale de la communication.

L'Eurobaromètre Flash S74 couvre la population des citoyens de l'UE, des résidents de l'un des 27 États membres de l'Union européenne et des personnes âgées de 15 ans et plus. Environ 1 000 entretiens ont été menés dans les grands États membres et environ 500 dans les petits États membres (Luxembourg, Chypre, Malte). Au total, 27 292 entrevues ont été réalisées.

Tous les entretiens ont été réalisés au moyen d'un entretien en ligne assisté par ordinateur (CAWI), à l'aide des panels en ligne de Demoscop. Les répondants ont été sélectionnés parmi ces panels d'accès en ligne, des groupes de personnes pré-recrutées qui ont accepté de participer à la recherche. Le quota d'échantillonnage a été fixé sur la base de l'âge (15-24 ans, 25-39 ans, 40-54 ans, 55 ans et plus), du sexe (homme/femme), de la région géographique (basée sur NUTS 1 ou NUTS 2 selon la taille du pays) et du niveau d'éducation (éducation continue, arrêt de l'éducation à temps plein à l'âge de 15 ans ou avant, entre 16 et 19 ans, à l'âge de 20 ans ou plus).

Une pondération statistique a été appliquée pour ajuster les chiffres bruts dans chaque État membre, en veillant à ce que les résultats finaux reflètent fidèlement la composition réelle de la population cible.

Nombre d'entretiens par pays:					
UE	UE	27292	LV	Lettonie	1018
BE	Belgique	1166	LT	Lituanie	1007
BG	Bulgarie	1001	LU	Luxembourg	536
CZ	République tchèque	1053	HU	Hongrie	1117
DK	Danemark	1042	MT	Malte	505
DE	Allemagne	1098	NL	Pays-Bas	1202
EE	Estonie	1018	AT	Autriche	1000
IE	République d'Irlande	1167	PL	Pologne	1001
EL	Grèce	1094	PT	Portugal	1183
ES	Espagne	1028	RO	Roumanie	1001
FR	France	1028	SI	Slovénie	1004
HR	Croatie	1002	SK	Slovaquie	1099
IT	Italie	1007	FI	Finlande	1202
CY	Chypre	513	SE	Suède	1200

### Marge d'erreur

Les résultats de l'enquête sont soumis à des tolérances d'échantillonnage. La «marge d'erreur» quantifie l'incertitude relative aux résultats d'une enquête (ou la confiance dans ceux-ci). En règle générale, plus il y a d'entrevues (taille de l'échantillon), plus la marge d'erreur est faible. Un échantillon de 1 000 produira une marge d'erreur ne dépassant pas 3,1 points de pourcentage, et un échantillon de 1 500 produira une marge d'erreur ne dépassant pas 2,5 points de pourcentage.

#### Marges statistiques dues aux tolérances d'échantillonnage

(au niveau de confiance de 95 %)

	Différentes tailles d'échantillons sont en rangées				divers résultats observés sont en colonnes		
	5 %	10 %	25 %	50 %	75 %	90 %	95 %
n=50	± 6,0	± 8,3	±12,0	±13,9	±12,0	± 8,3	± 6,0
n=100	±4,3	±5,9	± 8,5	± 9,8	± 8,5	±5,9	±4,3
n=200	±3,0	±4,2	± 6,0	± 6,9	± 6,0	±4,2	±3,0
n=500	±1,9	±2,6	±3,8	±4,4	±3,8	±2,6	±1,9
n=1000	± 1,4	±1,9	±2,7	±3,1	±2,7	±1,9	± 1,4
n=1500	±1,1	±1,5	±2,2	±2,5	±2,2	±1,5	±1,1
n=2000	±1,0	±1,3	±1,9	±2,2	±1,9	±1,3	±1,0

## 5. Questionnaire

NOUVEAU

**Q1 Compte tenu du contexte international actuel, dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes?**

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Un peu en désaccord	Pas du tout d'accord	Je ne sais pas / Pas de réponse!
La sécurité de (NOTRE PAYS) est menacée	1	2	3	4	9
Ma sécurité personnelle est en danger	1	2	3	4	9

NOUVEAU

**Q2 Dans quelle mesure faites-vous confiance à l'Union européenne pour renforcer la sécurité et la défense en Europe et mieux protéger ses citoyens?**

(UNE RÉPONSE POSSIBLE)

Complètement confiance	1
Tendance à la confiance	2
Tendez à ne pas faire confiance	3
Ne faites pas confiance du tout	4
Je ne sais pas / Pas de réponse	99

(NE LISEZ PAS)

NOUVEAU

**Q3 En ce qui concerne les niveaux actuels des dépenses publiques, comment évalueriez-vous le niveau des investissements réalisés par chacun des éléments suivants dans les programmes de défense et de sécurité?**

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

	Pas assez	À propos du bon montant	Trop	Je ne sais pas / Pas de réponse!
L'Union européenne	1	2	3	9
(NOTRE PAYS)	1	2	3	9

NOUVEAU

**Q4 Selon vous, quelle incidence les programmes spatiaux de l'Union européenne, tels que Galileo/EGNOS, Copernicus et IRIS 2, ont-ils sur...?**

L'Union européenne dans le domaine de la défense et de l'espace: perceptions et attentes des citoyens européens

(UNE RÉPONSE PAR LIGNE)

	Un impact très important	Un impact assez important	Un impact assez limité	Pas d'impact du tout	Je n'ai pas entendu parler de ces programmes	Je ne sais pas / Pas de réponse
1) L'économie européenne	1	2	3	4	5	9
2) La vie quotidienne des citoyens de l'UE	1	2	3	4	5	9

NOUVEAU

**Q5 En ce qui concerne l'avenir, lequel des domaines suivants devrait constituer une priorité pour la politique et les programmes spatiaux de l'Union européenne? Tout d'abord? Et puis?**

(POINTS RANDOMIQUES — EXCLUSIFS POUR LES DEUX OPTIONS)

Action dans le domaine de l'environnement et du changement climatique	1
Mobilité et transports plus sûrs	2
Connectivité et communications numériques	3
Sécurité et défense	4
Compétitivité et croissance de l'industrie européenne	5
Utilisation durable et responsable de l'espace	6
Autres	97
Je ne sais pas / Pas de réponse	99